



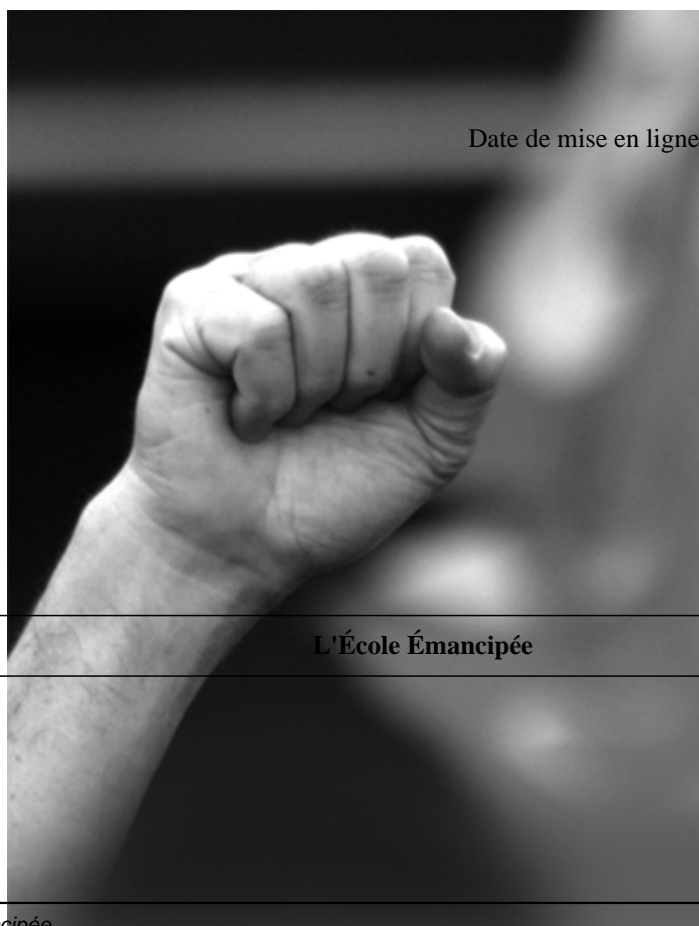
Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1201>

Pas de trêve estivale...

- Actualités -

Date de mise en ligne : vendredi 14 septembre 2012



L'École Émancipée

...pour la dictature.

Les révolutions arabes ont fait naître un espoir de liberté et de démocratie pour des peuples trop longtemps opprimés. Pourtant, notre monde connaît ses bourreaux et la répression menée par Bachar Al Assad n'en finit pas de sombrer dans la folie meurtrière... Malgré les nombreux soutiens aux forces en rébellion, rien ne parvient à mettre un terme à cette guerre contre un peuple. Les intérêts « géostratégiques » d'autres puissants, la Chine et la Russie, l'emportent encore.

...pour l'austérité.

La Grèce sombre un peu plus dans la récession, suivie par l'Espagne, l'Italie, le Portugal et d'autres pays européens. Les peuples paient le prix fort de la crise. Ils sont privés de soins, de protection sociale, d'accès au logement, connaissent un chômage record, en premier lieu chez les jeunes, et tous savent que ce n'est pas fini... Quand Goldman Sachs et consorts dirigent le monde, imposent la loi du marché et la suprématie des banques et quand la Troïka règle la musique, pas étonnant que les intérêts du capital l'emportent sur celui des peuples... auxquels on ne demande même plus d'approuver, ici le pacte de stabilité, là le traité européen. On leur impose l'austérité à vie, c'est tout...

...pour les plans sociaux.

La France, moins touchée jusque là, rentre à son tour dans la crise : Peugeot, Carrefour et d'autres annoncent fermetures de sites et licenciements massifs. Pour le patronat, il s'agit de faire en sorte d'être plus compétitif pour faire plus de profits. Le gouvernement annonce des dispositifs censés endiguer les problèmes liés à l'emploi : contrats de génération, emplois aidés... Mais il ne prend aucune mesure pour mettre un terme aux licenciements et sanctionner les patrons voyous. Au cours de la conférence dite sociale de juillet, Hollande a donné la ligne de sa politique : « Pour les entreprises les plus exposées à la mondialisation nous devons trouver le moyen de les aider à rester dans la course, (...) ». Compétitivité, le maître mot. Le Medef peut dormir tranquille... Quant aux salariés, Hollande déclare le même jour, que « nos mécanismes de solidarité seront menacés si nous ne savons pas les faire évoluer, les faire progresser ». Un précédent gouvernement nous avait déjà expliqué, en son temps que c'est parce qu'il voulait sauver les retraites qu'il les réformait... Sensation désagréable de déjà vu...

Pendant ce temps-là...

Les ministres du PS s'empêchent dans leurs déclarations mais continuent à expulser les Roms et les sans-papiers ! Le mal être de la jeunesse s'exprime violemment à Amiens et les discours sécuritaires reflorissent. La montée des idées d'extrême droite, le racisme ordinaire se banalisent, comme en témoignent les agressions d'Aigues-Mortes. La pauvreté gagne du terrain, la précarité sévit et ce ne sont pas les emplois aidés qui inverseront la tendance... Quelles que soient les décisions du gouvernement, elles restent dans le cadre contraint établi par les marchés, sans volonté notable de s'en affranchir : mesures pour l'emploi à la marge ; pas de révolution fiscale en vue, seule à même pourtant de faire fonctionner tous les mécanismes qui créent de la solidarité, les services publics, la protection sociale et autres droits élémentaires ; pas de volonté de s'exonérer de la règle d'or concernant le déficit public, de la loi dictée par les marchés et d'une dette illégitime ; refus de construire l'Europe de la coopération, celle des peuples...

« Dialogue social » ? Pour en faire quoi ?

Le changement de ton ne cache pas l'impuissance face à la multiplication des plans sociaux. Raison de plus pour ne pas s'endormir, ni faire disparaître les revendications. Il faut contrecarrer l'orientation sociale-libérale du gouvernement. Les organisations syndicales ont un rôle déterminant à jouer, pour faire entendre la voix des salariés, pour imposer d'autres choix au gouvernement. Elles ne doivent pas s'enfoncer dans la spirale de la division, mais au contraire faire front pour impulser « la lutte sociale ».

Véronique Ponvert